



D'Aulnay à Rennes en passant par Poissy, nous sommes tous concernés !

Au CCE du 12 juillet la direction a enfin abattu ses cartes.

A Poissy, certains se croyaient épargnés, il n'en est rien !

- ✓ **702 CDI sont invités à se porter volontaires pour quitter le site de Poissy. 446 ouvriers (dont 300 OP d'UEP), 189 Techniciens et 67 cadres. Mais qui est volontaire pour quitter son emploi lorsqu'il y a plus de 3 millions de chômeurs.**

C'est près de 12% de l'effectif en CDI du site de Poissy !

- ✓ **Les contrats d'intérim ne seront pas renouvelés.** Aujourd'hui, à Poissy, ce sont donc plus de **1300 intérimaires** qui perdent l'espoir d'être embauchés et qui sont invités à grossir les rangs des chômeurs.

D'ores et déjà à Poissy, 652 postes (CDI, CDD et intérimaires) seront supprimés le 8 octobre avec le passage de 3x52 à 3x35 véhicules heures sur la ligne 208.

Après avoir gardé le secret sur ses intentions et menti pendant plus d'un an, M. Varin a dit dans un premier temps qu'il n'y aura pas de licenciements secs et que ne partiront que des volontaires. Le lendemain, autre son de cloche : il a déclaré que s'il manquait des volontaires, il pourrait procéder à des licenciements secs !

Quelle confiance peut-on accorder à cette direction ?

Sur Poissy, les conséquences sont déjà visibles.

De nouvelles personnes qui ont des restrictions médicales sans poste adapté sont menacées de licenciement.

Des salariés de l'emboutissage sont « prêtés » à droite à gauche sans véritable nouvelle affectation.

Des techniciens méthodes se retrouvent déjà sans poste... et leur travail retombe sur le personnel restant.

Les réactions :

- ✓ A Aulnay, les salariés se mobilisent massivement et ont constitué un comité de lutte pour organiser le combat contre la fermeture du site.
- ✓ A Rennes, plus d'un millier de salariés ont débrayé pour manifester leur opposition au projet de suppression de 1400 emplois sur le site.

A Poissy, nous aussi sommes touchés de plein fouet.

Mobilisons-nous contre les suppressions d'emplois, pour l'embauche des précaires et le départ des anciens avec une vraie retraite anticipée pour travaux pénibles.

Nous avons tous besoin d'un travail et d'un salaire pour vivre.

**Mercredi 25 juillet, à l'occasion de la prochaine réunion du CCE,
la CGT vous appelle à débrayer et manifester vers 10h30 à Paris
devant le siège de PSA avenue de la grande armée !**

Communiqué de presse de la CGT PSA Aulnay

14 juillet 2012

L'État a les moyens d'intervenir pour empêcher tous les licenciements dans le groupe PSA et la fermeture de l'usine d'Aulnay.

Lors de son intervention télévisée de ce 14 juillet, le Président de la République, François Hollande, a reconnu que les dirigeants de PSA avaient menti.

Il reconnaît donc que Peugeot avait décidé de fermer l'usine d'Aulnay depuis des années (février 2010) et que cette décision n'a rien à voir avec la prétendue baisse des ventes de PSA pour le premier semestre 2012.

Il n'y a donc aucune raison de donner encore des nouvelles aides publiques aux patrons de l'automobile.

Il est même choquant que des entreprises comme PSA et Renault qui s'appêtent à licencier puissent être encore aidés.

Les seuls qui ont besoin d'être aidés sont les salariés.

L'Etat a les moyens d'intervenir :

En interdisant les licenciements. L'Etat en est capable comme il l'a montré depuis le début de l'année en :

1/ interdisant purement et simplement à PSA de vendre plus de 200 000 véhicules en Iran.

Pour des raisons politiques, l'Etat a su imposer à PSA de se retirer de son premier marché à l'international qu'est l'Iran. Il doit avoir la volonté politique de lui imposer l'interdiction de licencier et de fermer les usines. Ce serait une véritable mesure de salut public.

2/ En imposant à PSA de respecter les accords signés comme celui sur le chômage partiel (APLD) où l'employeur s'est engagé à maintenir les emplois en contrepartie du bénéfice de subventions publiques.

Jeudi 19 juillet 2012.